

RAISONS D'AGIR

La chronique d'Hugues Puel

NICOLAS SARKOZY

ENTRE LA POLITIQUE ET L'ÉCONOMIE

Le volontarisme politique s'est affirmé avec l'élection de Nicolas Sarkozy. Si les Français ne se sont jamais désintéressés de la politique, comme l'a prouvé le référendum sur la constitution européenne de 2005, le goût de la chose publique a atteint un nouveau sommet avec l'élection présidentielle.

Une nouvelle génération politique

L'arrivée de Nicolas Sarkozy (1) est celle d'une nouvelle génération. Si ce n'est pas une rupture, c'est au moins un vent d'air frais. L'air est celui du volontarisme politique, voire même de l'agitation et de l'activisme, mais les prises de positions politiques découlent d'une vision de la société et non d'une analyse des contraintes de l'économie.

Le changement avec la présidence de Jacques Chirac est frappant. Il y a cinq ans, trois objectifs prioritaires avaient été déterminés : la réduction des morts sur les routes, la lutte contre le cancer et l'insertion sociale des handicapés. Ces objectifs étaient non seulement légitimes, mais d'une grande utilité sociale ; néanmoins, de tels objectifs ne sont pas au niveau de la conduite politique d'une grande et vieille nation. Le quinquennat de Chirac laisse le souvenir de l'immobilisme et d'un exercice du pouvoir qui peine à faire émerger d'autres raisons d'agir que celles de la conservation de son propre maintien en place. Quant à la politique extérieure, elle fut marquée par une opposition éclatante à l'intervention des États-Unis et de la Grande-Bretagne en Irak (2).

Quelle est donc la vision de la société qui inspire la nouvelle présidence ? Elle s'est parfaitement exprimée au cours du débat électoral. Le travail sous forme d'emploi salarié est le grand principe d'inscription dans la réalité sociale. L'emploi doit être ouvert au plus grand nombre, d'où la nécessité d'une croissance qui doit permettre de rémunérer équitablement le travail. Au diable les 35 heures, il faut « travailler plus pour gagner plus ». Gagner de l'argent est déculpabilisé (3). En marche donc vers une société de propriétaires ! Les incitations fiscales sont octroyées aux classes moyennes et aux couches privilégiées. Comme aux États-Unis, tout en tirant l'économie par leurs investissements, les très riches auront ainsi à cœur de mettre au service de tous leurs excédents de revenus à travers des fondations et des donations diverses.

Cette version sociale, tirée de Max Weber, suppose un glissement de la mentalité gauloise vers l'esprit anglo-saxon, mais elle implique aussi une certaine conception de l'économie et en particulier du fonctionnement des mécanismes de la répartition, selon le phénomène dit de *trickle down*, qui peut se traduire en français comme l'effet de percolation. Quand on verse l'eau chaude sur le café, celle-ci imprègne

(1) Comme l'eut été celle de Ségolène Royal, si le sens du vote avait été autre.

(2) Le refus de cette guerre était incontestablement une décision juste, mais elle n'avait pas à s'accompagner de la mise en scène d'un antagonisme avec les États-Unis, dont la France n'avait ni les raisons morales – compte tenu des vieux liens d'amitiés entre les deux pays et de la dette historique de la Libération en 1944 – ni les raisons de puissance, comme l'ont démontré les divisions internes en Europe.

(3) À supposer que le sentiment de culpabilité des riches soit si développé qu'on le dit.



progressivement de haut en bas la totalité de la poudre. Ainsi en va-t-il de la richesse pénétrant peu à peu dans la société du haut en bas de l'échelle sociale. Une telle vision des choses renonce au volontarisme politique dans le domaine de la lutte contre les inégalités et privilégie la liberté économique. Il s'agit là d'une vraie rupture avec la tradition française. On espère que ce glissement ne dérivera pas vers le renforcement d'une vision plus perverse d'une société justifiée comme inégale : les riches sont vertueux et socialement utiles, alors que les pauvres sont paresseux et dilapidateurs (4).

En politique étrangère, la rupture n'est pas moins éclatante. L'intervention pour débloquent le dossier européen mettait fin à l'immobilisme coupable de Chirac, qui non seulement ne démissionnait pas – et refusait ainsi d'assumer sa responsabilité majeure dans l'échec du *oui* au référendum européen – mais continuait à occuper passivement le poste en charge de la politique extérieure en général et de la politique européenne en particulier. C'est un excès inverse qui guette le nouveau Président français, dont on se demande, parfois, s'il ne se prend pas pour le président du monde. Mais on se réjouit de voir se mettre en place une politique extérieure active (5).

L'intendance suivra-t-elle ?

En plus des positions clairement exprimées en matière de société et, de façon plus ambiguë, dans le domaine de la politique extérieure, Nicolas Sarkozy a-t-il de vraies raisons d'agir en matière économique ? On peut s'interroger sur sa politique de croissance. On sait que les marges de manoeuvre sont étroites à cause d'une dette extérieure à la limite du maximum fixé par le traité de Maastricht. Or, dès le départ, ces marges ont été mobilisées par des exonérations fiscales qui représentent en année

pleine entre 10 et 15 milliards d'euros. Ce « paquet fiscal » permettra, selon certains calculs économétriques, de gagner seulement 0,3 % de PIB supplémentaire. Les exonérations fiscales ne stimuleront la consommation que modestement. Il en irait autrement si elles avaient visé des couches plus populaires.

L'option principale est-elle vraiment de soutenir la demande ? On peut le penser au vu des promesses électorales et de la montée des revendications sur le pouvoir d'achat. Les chiffres publiés par l'INSEE le 14 août 2007 amènent néanmoins à s'interroger. Car la consommation des ménages est déjà soutenue : 0,5 % au premier trimestre, 0,6 % au deuxième. Or la croissance n'a été que de 0,3 % au deuxième trimestre, ce qui laisse augurer une année 2007 avec 1,7 % de croissance au lieu des 2,5 % attendus. L'accroissement de la consommation se traduit par un déficit du commerce extérieur.

Un « paquet fiscal » qui va gonfler le revenu disponible des plus favorisés offrira-t-il des possibilités d'investissement, facteur de croissance ultérieure ? C'est le pari en cours. Le Président compte-t-il davantage sur un retournement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne ? Compte tenu de la situation allemande qui enregistre de somptueux excédents commerciaux avec un taux élevé de l'euro, on ne voit rien venir dans ce sens à l'heure de l'écriture de cette chronique. Nicolas Sarkozy va-t-il chercher les ressources d'une croissance à 3 % dans la mobilisation des chefs d'entreprise et dans la réforme de l'État : réduction du nombre de fonc-

(4) Cette version populiste de l'exaltation du pauvre vertueux parce que travailleur n'est-elle pas déjà celle de nombre de ceux qui ont voté pour Nicolas Sarkozy ?

(5) On note le projet d'union entre les deux rives de la Méditerranée, la volonté de développement concerté entre la France et l'Afrique, les relations apaisées avec les États-Unis en dépit de l'expression franche des désaccords en particulier sur l'Irak, mais on voit encore mal la cohérence d'ensemble du rapport de la France au monde à travers la médiation européenne.

tionnaires, fin des régimes spéciaux de retraite, allègement des charges de la Sécurité sociale ?

Réformes de structures

Si l'objectif est vraiment le pouvoir d'achat et la croissance, il faut d'abord retrouver l'équilibre commercial dont les deux termes sont archiconnus : accroître les exportations et réduire les importations. Les succès de l'Allemagne viennent non seulement de ses multinationales (6), mais de ses entreprises moyennes industrielles qui produisent des biens d'équipement et des machines-outils dont la demande est forte en cette période de développement rapide des pays émergents. Une histoire industrielle de la France des années 1950-1980 montrerait qu'elle a perdu des positions importantes dans ce domaine à cause des lacunes des politiques industrielles, de la timidité des banques et du manque de dynamisme des entrepreneurs. Les efforts se sont portés sur les concentrations d'entreprises et la constitution de leaders nationaux qui sont maintenant parfaitement intégrés à une économie mondialisée. Mais ils n'entraînent pas derrière eux des entreprises industrielles de taille moyenne qui soutiendraient l'exportation avec le concours coordonné des Chambres de commerce, comme c'est le cas en Allemagne (7).

Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur, est conscient de cette difficulté. Mais il rappelle que la balance commerciale se limite aux biens, alors que la France est le quatrième importateur mondial de services, avec le tourisme qui rapporte 35 milliards d'euros (8). Il affirme que l'Allemagne doit être « l'étalon de nos performances », mais propose comme objectif à imiter non pas sa structure industrielle, mais le caractère compétitif de ses salaires. Pendant la campagne électorale, Ségolène Royal avait dessiné des perspectives, sans doute insuffisamment élaborées mais fort perti-

nentes, sur l'action des Régions à l'égard des PME et sur ce que l'on pouvait en attendre pour valoriser les territoires et mieux répondre aux besoins des marchés intérieur et extérieur. Cela devait aller de pair avec une relance de la recherche et de l'innovation. Nicolas Sarkozy s'est attaqué à ce dernier point, notamment avec la réforme des Universités, mais on ne peut en attendre d'effets qu'à moyen et long termes. Par ailleurs, on ne trouve pas de réflexion précise sur le rôle des territoires dans le développement futur de l'économie et de la société française.

La réforme de structures la plus importante à opérer est, sans doute, celle de la fiscalité. Trois principes devraient la guider.

Premièrement, il est plus efficace de passer par la détaxation que par la subvention. C'est, semble-t-il, l'orientation qui est actuellement prise, mais cela n'est pas clairement explicité. Deuxièmement, la progressivité de l'impôt est la meilleure arme pour lutter contre les inégalités (9). On peut douter que cela fasse partie des convictions présidentielles, et on se demande même s'il n'est pas souhaité d'y tourner le dos. Troisièmement, la mondialisation fait que les différences de barèmes des impôts sur les sociétés conduisent à d'injustes distorsions. Pas de raison d'agir en politique économique sans une pensée de la fiscalité.

(6) La France réussit également très bien en développant une activité importante dans les pays étrangers : un réseau de 30 000 établissements employant plus de 5 millions de personnes.

(7) Cette analyse pouvait se faire dès le début des années 1980, comme je m'y suis livré à l'occasion d'une étude commandée par le Commissariat au Plan sur la politique d'exportation de la France en Indonésie.

(8) H. Novelli, « Commerce extérieur : les chiffres et la réalité », *Le Monde*, 15 août 2007.

(9) Voir T. Piketty, *Les hauts revenus en France au vingtième siècle. Inégalités et redistributions 1901-1998*, Paris, Grasset, 2001, et ma chronique du numéro 375 de cette revue, décembre 2005.



Réinventer la croissance

Économiste réputé, Jacques Méraud a joué un rôle important au Centre d'études des revenus et des coûts (10). Auteur de plusieurs rapports, notamment de grandes enquêtes sur les besoins des Français, il vient de publier, sous le titre *Réinventer la croissance*, un ouvrage que nous recommandons aux conseillers du Président (11). Pourquoi se priver des leçons d'un vieux sage qui, loin des discours à la mode sur la décroissance, prône un retour à l'économie réelle, dans un contexte de crise financière dont l'extravagance est évidente (12) ? Nicolas Sarkozy pourrait y puiser des raisons d'agir en matière économique.

« Pourquoi avoir une croissance plus forte ? », interroge Jacques Méraud. Avant 1974, la croissance du PIB, en monnaie constante, était de 5,5 % par an ; après 1979, elle tourne en moyenne annuelle autour de 2 %. Or, les enquêtes sur la consommation des ménages montrent qu'entre 1956 et 1979, la dépense des cadres supérieurs, dirigeants, professions libérales a augmenté de 2 % en moyenne et cela a continué au même rythme après 1980. Les dépenses des ménages ouvriers, jusqu'aux contremaîtres, ainsi que celles des employés de bureau et de commerce entre 1956 et 1979 se sont accrues en moyenne annuelle de plus de 3 % ; mais à partir de 1980 l'évolution de leurs dépenses est devenue négative. Ces catégories sociales modestes, qui avaient le plus de besoins insatisfaits, ont dû freiner fortement la progression de leurs dépenses.

Si elle ne veut pas se retrouver devant l'expression de malaises sociaux aux explosions imprévisibles, la nouvelle présidence ne doit pas ignorer cet état de fait. D'où la question : « comment avoir une croissance plus forte ? ». La réponse est dans le facteur humain. D'abord, la croissance démographique, qui suppose une politique familiale centrée sur les aides matérielles et morales aux familles des couches populai-

res. Ensuite, une priorité accordée à la formation des jeunes et surtout à leur orientation et leur réinsertion. Si l'impulsion ne vient pas de là, les politiques de salaires et celles de réduction des dépenses publiques n'iront pas très loin. Angela Merkel semble l'avoir compris.

Le volontarisme politique de Nicolas Sarkozy risque d'échouer sur la faiblesse structurelle de l'économie française. Depuis que Jacques Delors, en 1983, a opté pour la désinflation compétitive et que le président Mitterrand s'est décidé pour l'euro avec une stabilité monétaire garantie par la Banque centrale européenne, il n'est plus possible de jouer le jeu de la séquence traditionnelle : distribution de pouvoir d'achat par hausse des salaires, rétablissement des marges des entreprises grâce à l'inflation, restauration de la compétitivité externe par dévaluation de la monnaie nationale.

De vives tensions sont prévisibles, tant sur la scène sociale française que dans les rapports de la France avec la zone euro.

Hugues Puel

(10) Avant que ce dernier ne fut calamiteusement supprimé par Édouard Balladur en 1993, pour la raison inavouable et inavouée que cet organisme jetait une lumière trop crue et trop précise sur les réalités de la répartition des revenus avec sa technique des comptes de surplus.

(11) **J. Méraud**, *Réinventer la croissance*, Paris, l'harmattan, 2007.

(12) Voir mon article dans *Responsables*, revue du Mouvement chrétien des cadres et dirigeants, septembre 2007.